

Fracture sociale, fracture écologique : la Terre est malade... et si on changeait de thermomètre ?

Croissance, croissance ! Journalistes, ministres, statisticiens, économistes, syndicalistes... tous l'invoquent tel un remède miracle. Le PIB est devenu le thermomètre de l'état de santé de nos sociétés modernes. Et pourtant, si le PIB mondial n'a cessé de croître au cours des cinquante dernières années, l'inégalité grandissante des revenus entre individus et la surexploitation des ressources naturelles qui l'ont accompagné nous mènent droit à des impasses sociales et écologiques qui pourraient s'avérer dramatiques. Le monde est malade, mais les experts s'entêtent à diagnostiquer la croissance. Et si le temps était venu de changer de thermomètre ?

L'effet Kobe, vous connaissez ?

Imaginez une seconde : un gigantesque tremblement de terre faisant plus de 5.000 victimes, 33.000 blessés, des dégâts matériels colossaux qui se chiffrent à plus de 100 milliards d'euros, une ville entière saccagée, mise à sang et à feu en seulement quelques instants... Si vous et moi devions qualifier un tel phénomène, nous aurions probablement bien du mal à trouver les mots justes. Nous parlerions d'une terrible catastrophe naturelle, nous évoquerions un drame au bilan incommensurable, aux conséquences désastreuses, aux pertes inouïes...

Et pourtant, en agissant ainsi, il se pourrait bien que vous et moi ayions tout à fait tort. Car avec ses dizaines de kilomètres de voirie et d'infrastructures à reconstruire, ses centaines de réseaux d'eau à remonter, ses milliers de kilomètres de réseaux électriques à réparer, ses dizaines de milliers de logements à rebâtir ou restaurer... tout compte fait, il se pourrait bien que le tremblement de terre de Kobe ait plutôt été une bonne affaire pour l'économie nationale japonaise ! Un véritable dopant pour la croissance économique, un stimulant inespéré ! Bref : une aubaine.

L'effet Kobe, c'est précisément cela : constater que les événements les plus destructeurs peuvent paradoxalement apparaître comme positifs pour la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB).

Le PIB, ou la dictature du plus = mieux !

Le PIB a été institué dans la plupart des nations après la guerre afin d'orchestrer l'effort de reconstruction en mesurant, sous forme monétaire, la quantité de biens ou de services produits dans un pays sur une période donnée. Mais ce qu'illustre *l'effet Kobe*, c'est qu'aucune considération qualitative quant à l'orientation positive ou négative de ces productions n'est effectuée. Que vous soyez victimes d'une inondation (excellent pour le marché du bâtiment), d'un accident de voiture (très bon pour les secteurs de l'automobile et de la santé), d'un vol (formidable pour le marché florissant de la sécurité), le PIB a cette particularité de comptabiliser de manière positive toutes les dépenses. Inversement, le PIB ignore complètement les actes de gratuité, le bénévolat, les tâches ménagères... Comme le dénonce Patrick Viveret¹, lorsque l'Erika s'éventre sur les côtes françaises, les activités de dépollution gérées par des entreprises privées participent de l'augmentation du PIB, tandis que l'aide massive des bénévoles est considérée comme négative – puisqu'elle prive ces mêmes entreprises de marchés potentiels. Aux Etats-Unis, si on en croit les estimations de Redifining Progress (figure 1), c'est ainsi plus de la moitié du PIB qui serait aujourd'hui liée à des coûts de réparation ou à la destruction irréversible de certaines ressources (dont l'épuisement est également comptabilisé positivement).

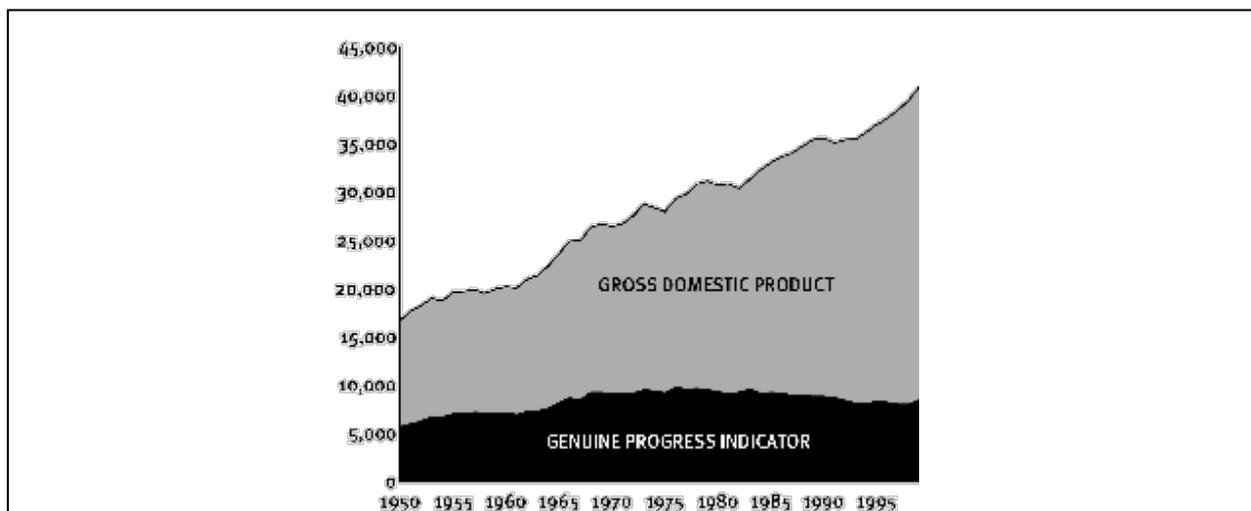


Figure 1 : PIB et Indicateur de Progrès Réel (Genuine Progress Indicator, GPI) des Etats-Unis, 1950-2000 (en \$ 1996) ⁱⁱ

Mis au point par Redefining Progress, l'Indicateur de Progrès Réel reprend les bases de calcul du PIB en y rajoutant la valeur du travail bénévole et des tâches ménagères. En sont par contre retranchés les coûts liés à l'insécurité, aux « réparations » (suite à des accidents ou des vols, par exemple), aux pollutions, à l'épuisement des ressources ou encore à l'éclatement des cellules familiales. Le degré d'inégalité de répartition des richesses et le niveau d'endettement de l'Etat sont également pris en compte.

Aux USA, malgré une augmentation quasi continue du PIB au cours des cinquante dernières années, le Progrès Réel (ou Progrès « brut ») tend à régresser depuis le milieu des années 1970.

Considéré par la plupart des économistes comme « le seul critère qui compte pour juger un paysⁱⁱⁱ », le PIB ignore ainsi des pans entiers de la réalité, nous rendant aveugle à la double fracture sociale et écologique qui tend à se creuser chaque jour davantage au niveau mondial.

Fracture sociale...

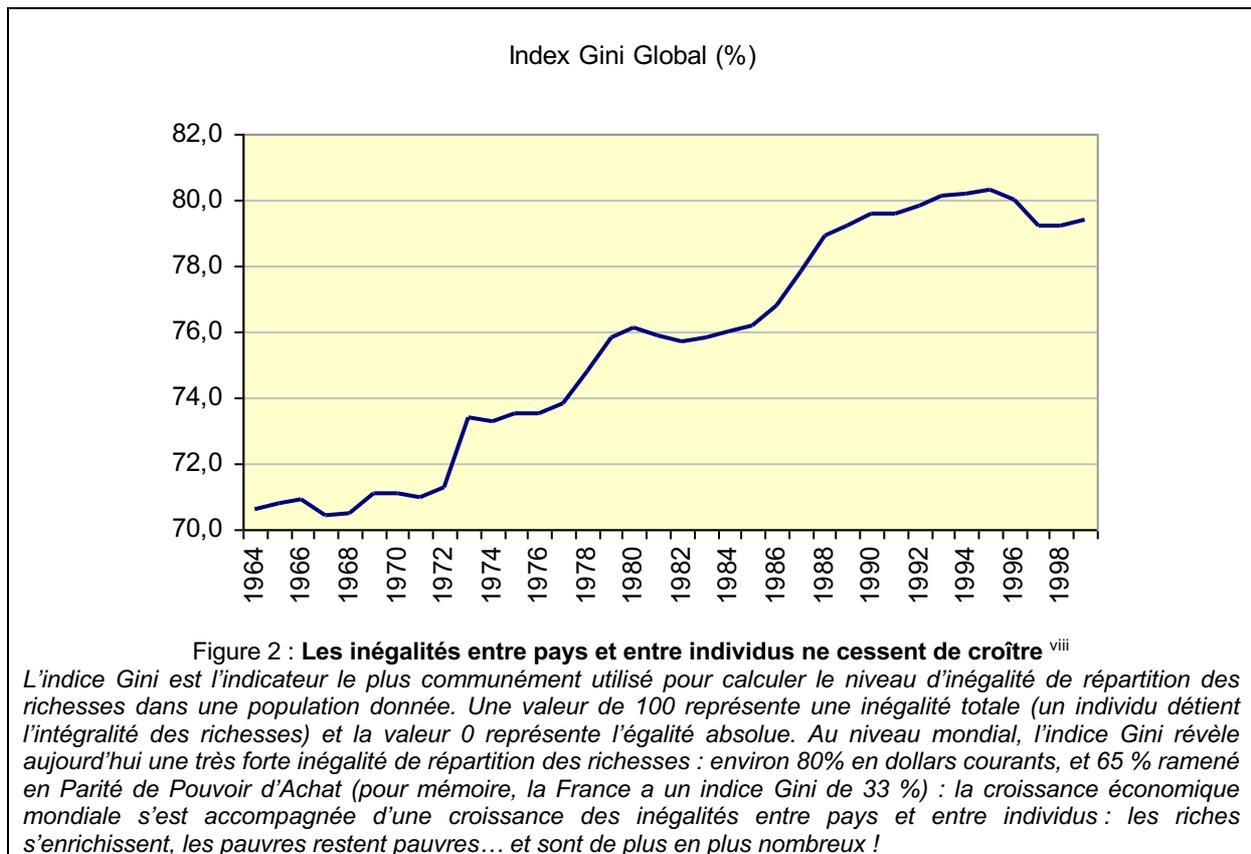
Fracture sociale, tout d'abord, parce que la croissance économique se calcule de manière globale, sans prendre en compte le niveau d'équité de répartition des richesses entre individus et/ou entre nations.

A l'intérieur des pays, tout d'abord, l'idée émise dans les années 1950 par Simon Kuznet, selon laquelle la croissance économique serait un vecteur de réduction des inégalités sociales, est en train de s'effondrer. Un constat alarmant qui a notamment été souligné par les Nations Unies dans leur dernier rapport sur le développement humain^{iv}. La Pologne, par exemple, malgré un taux de croissance économique cumulée qui a dépassé les 23 % sur la période 1987 - 1995 (+ 2.4 % par an), a vu sur ce même laps de temps la part de sa population vivant au-dessous du seuil de pauvreté monétaire passer de 6 à 20 %. Des riches de plus en plus riches, donc...mais aussi des pauvres en plus grand nombre !

Sur le plan global, dans notre économie mondialisée, l'hypothèse de Kuznet semble devoir s'effondrer encore davantage. Comme le montrent les indicateurs d'inégalité (figure 2), l'inégalité des revenus continue d'augmenter entre les individus des différents pays. Quelques chiffres^v suffisent par ailleurs à nous en persuader : si on en croit les Nations Unies, en 1998, les trois personnes les plus riches du monde avaient une fortune supérieure au PIB total des 48 pays les plus pauvres. Toujours selon les Nations Unies, les 225 personnes les plus riches ont une fortune supérieure à ce que gagnent chaque année les trois milliards d'individus les moins riches (soit près de la moitié de l'humanité !). Ainsi, pendant qu'une partie de la population mondiale s'acharne à trouver de nouvelles manières de consommer toujours davantage, au nom de la croissance économique, les besoins les plus basiques d'une autre partie de la population ne sont toujours pas satisfaits. Pour exemple, citons le cas des achats d'aliments pour animaux domestiques qui, en Europe et aux Etats-Unis, représentent un chiffre d'affaire

supérieur à 17 milliards de dollars chaque année, alors que la satisfaction des besoins nutritionnels et sanitaires de base permettant d'éradiquer la faim dans le monde ne coûterait pas plus de 13 milliards de dollars par an (toujours selon les Nations Unies). Dans le même temps, le fléau de l'obésité (autre conséquence on ne peut plus directe de la croissance des pays riches) engendre aux Etats-Unis des dépenses d'environ 100 milliards de dollars par an^{vi}, soit sept fois plus que ce que coûterait un programme efficace de lutte contre la sous-nutrition dans le monde^{vii}.

Les exemples illustrant cette montée en puissance des inégalités au niveau mondial pourraient ainsi être énumérés pendant des heures entières. La conclusion qu'il faut en tirer est aussi évidente que douloureuse : la course à la croissance économique des pays développés favorise chaque jour davantage la croissance des inégalités sur le plan national et surtout global, agrandissant sans cesse la fracture sociale mondiale.

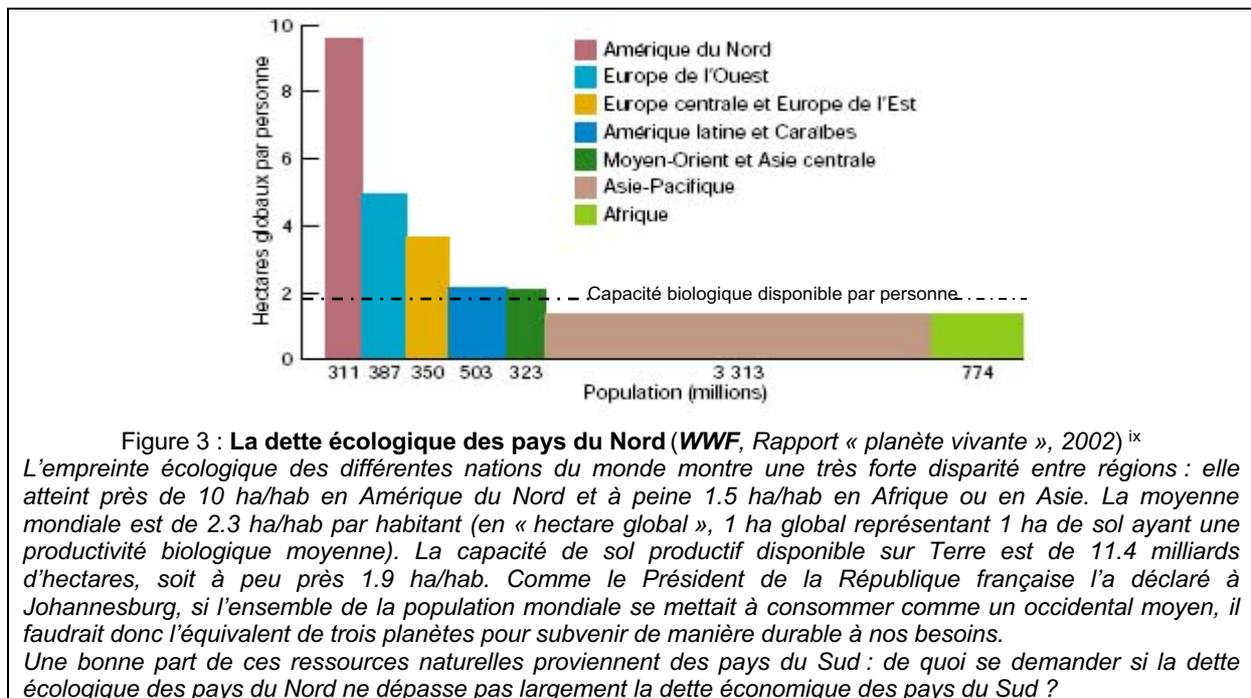


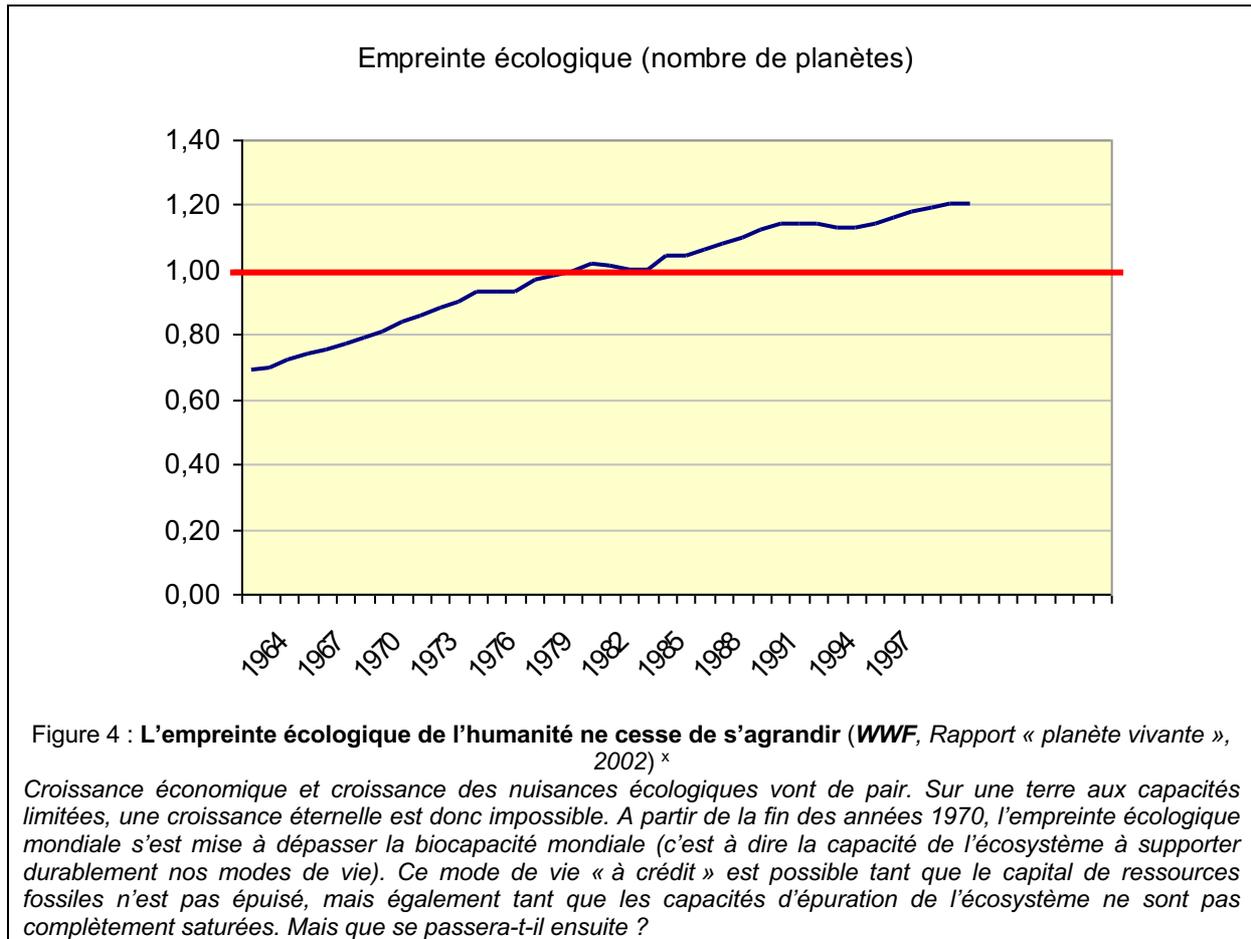
...et fracture écologique

Autre limite du PIB, il ne prend pas en compte le support de toute activité, de tout développement et même de toute vie : à savoir notre environnement naturel. Parce que la nature n'est pas considérée comme un capital à part entière par le système économique, la pollution, les risques climatiques, la destruction des écosystèmes, la disparition massive d'espèces naturelles ou encore l'épuisement des ressources sont non seulement ignorés, mais parfois même comptabilisés de manière positive par le PIB : plus nous vidons les réserves de pétrole et plus le moteur économique s'emballe.

Les indicateurs du type « empreinte écologique » (voir *L'Ecologiste* n. 8, pp. 31-40) sont pourtant formels : nous vivons aujourd'hui largement au-dessus de nos moyens écologiques. Ainsi, un français aurait-il besoin en moyenne d'environ trois hectares de terre arable pour produire de manière pérenne son énergie ou pour absorber les émissions de gaz carbonique qui y sont liées. Plus d'un hectare serait indispensable pour la production de son alimentation

(terres cultivées, pâturage et pêche). Si l'on ajoute à cela la superficie des terrains construits et des voiries diverses, l'espace vital nécessaire à l'assouvissement de tous nos besoins dépasserait aisément les 5 hectares par habitant. Avec un mode de vie proche de celui d'un Nord Américain, cette surface devrait même doubler ! Problème : la superficie de sol disponible sur Terre n'excède pas 2 hectares par habitant. Nous consommons donc davantage (deux à trois fois plus) de ressources que la Terre ne peut théoriquement nous en fournir de manière pérenne (figure 3). Depuis le début de la révolution industrielle nous puisons massivement dans un capital limité de ressources fossiles (pétrole, gaz, charbon...) qui nous permet d'ignorer pour un temps cette réalité physique. Ce capital qui a mis des millions d'années à se constituer et que nous utilisons au détriment des générations futures nous permet donc de vivre aujourd'hui au-dessus de nos « moyens écologiques » : nous vidons le réservoir. Mais pour combien de temps ? Qu'arrivera-t-il à moyen terme si les 80 % des habitants de la Terre consommant aujourd'hui seulement un cinquième des ressources se mettaient demain à consommer autant que les 20 % les plus riches ? Qui paiera, en fin de compte, cette dette écologique, lorsque le capital naturel sera épuisé ou totalement dégradé ? Pollutions irréversibles, changements climatiques, épuisement des ressources fossiles, diminution dramatique de la biodiversité... Quelle Terre léguerons-nous aux générations futures ?





Changeons de thermomètres !

Constatant l’échec du PIB à prendre en compte les questions les plus fondamentales du 21^{ème} siècle, certains spécialistes n’hésitent plus à affirmer, à l’image de Jean Gadrey, que « *la dictature du PIB est illégitime sur tous les plans : moral, philosophique et même politique* ^{xi} ». Des indicateurs alternatifs existent pourtant : l’Indicateur de Développement Humain (IDH) des Nations Unies, même s’il est critiquable à bien des points de vue, intègre des données plus qualitatives que le simple PIB (espérance de vie, alphabétisation...).



Encart 1 : L’indicateur de développement humain (IDH) : une alternative au PIB ?

Constatant l’incapacité du PIB à refléter de manière pertinente le degré réel de développement des pays, les Nations unies ont développé à partir du début des années 1990 un indicateur alternatif, plus qualitatif, qui prend en compte non seulement le niveau de vie par habitant (PIB par habitant ajusté en Parité de Pouvoir d’Achat), mais également le niveau de scolarisation (taux d’alphabétisation et taux de scolarisation), et l’espérance de vie moyenne. L’Indicateur de Développement Humain (IDH) est la moyenne arithmétique de ces trois données. Il s’agit d’un indice comparatif entre nations compris entre 0 et 1 : plus une nation est proche de 1, et plus son niveau de « développement humain » est considéré comme élevé.

Malgré des aspects plus qualitatifs que le PIB, l’IDH reste néanmoins très imparfait et critiquable : il ne prend pas en compte l’inéquité des revenus, par exemple, et ne garantit en rien que les gens vivant dans les pays les plus « développés » soient plus heureux qu’ailleurs. En cela, l’IDH ne remet pas véritablement en cause cette « croyance occidentale » qu’est le développement (voir L’Ecologiste n. 6). Son principal avantage est qu’il fait néanmoins l’objet d’un certain consensus international du fait de son origine onusienne.

L’empreinte écologique, nous l’avons vu, fournit des données pertinentes sur la consommation de ressources naturelles des individus. La simple prise en compte de ces nouveaux « thermomètres » pourrait sans doute bouleverser la hiérarchie traditionnelle entre

nations (figure 5), et avoir ainsi une influence non négligeable sur les prises de décision au niveau national ou international. Richard Tomkins, élu journaliste économique de l'année aux Etats-Unis, n'hésite pas à affirmer que, « si elle était mise en place, une nouvelle mesure du progrès bouleverserait l'ordre des priorités de l'action publique^{xii} ».

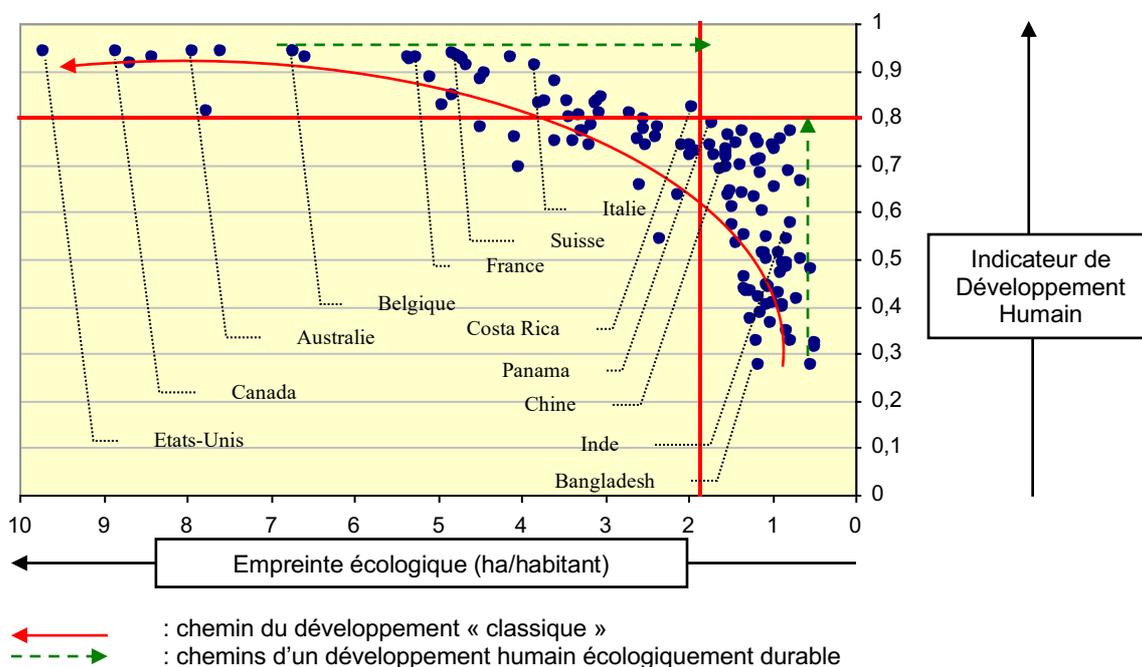


Figure 5 : **Le développement durable des nations : tous perdants^{xiii} !**

Les Nations unies considèrent que les pays ont un niveau de développement élevé à partir du moment où ils dépassent un seuil de 0.800 IDH. Par ailleurs la superficie de sol écologiquement productif disponible est aujourd'hui en moyenne de 1.9 hectare par terrien. Le défi d'un développement humain écologiquement durable consisterait donc à atteindre un niveau de développement humain supérieur à 0.800 IDH tout en gardant une empreinte écologique inférieure à 1.9 ha/hab (case en haut à droite). A l'heure actuelle, aucune nation n'atteint cet objectif ! Pire encore : malgré les discours, les modèles de développement occidentaux prônés par les institutions financières internationales s'en éloignent de plus en plus ! Autre leçon importante : les nations les plus riches ont au moins autant d'efforts à fournir pour devenir écologiquement durables que les pays les plus pauvres pour devenir « socio-économiquement » développés (selon le standard occidental).

Le modèle de développement occidental et les indicateurs qui lui sont traditionnellement rattachés sont ainsi progressivement remis en cause à tous les niveaux de prise de décision.

Au Bhoutan, par exemple, Sa Majesté le roi a officiellement annoncé que l'objectif central du développement dans son pays serait à présent la maximisation du *Bonheur National Brut* (*Gross National Happiness*) – un indicateur actuellement en construction qui fait place à un large débat et qui intégrerait aussi bien des dimensions matérielles que spirituelles.

Tout aussi surprenant, l'Etat du Minnesota réalise régulièrement un rapport visant à faire le bilan du « Progrès Réel » obtenu sur son territoire au cours des dernières décennies. Le *Minnesota Progress Indicator*^{xiv} est inspiré d'un outil développé par l'agence *Redefining Progress* qui tente de synthétiser en un seul indice monétaire les gains réalisés en matière économique, sociétale et environnementale (figure 1).

En Grande Bretagne, l'association les Amis de la Terre^{xv} calcule chaque année l'Indice de bien-être économique soutenable (*Index of Sustainable Economic Welfare* : ISEW), un indice relativement proche du GPI (figure 1). Conscients du degré de subjectivité d'un tel indicateur, les Amis de la Terre mettent en ligne les résultats et proposent aux internautes de pondérer les différents indices en fonction de l'importance que chacun peut accorder à tel ou tel dommage (inégalités, destruction de la couche d'ozone ou bien réchauffement climatique) : une façon d'ouvrir démocratiquement le débat sur la valeur qu'on accorde à ces biens.

L'urgence d'un débat démocratique

Gandhi a affirmé un jour qu'il y avait suffisamment de ressources sur la planète pour répondre aux besoins de tous, mais pas assez pour satisfaire l'avidité de quelques-uns. Il est sans doute grand temps pour nos sociétés de méditer cette réflexion et, en conséquence, de se doter des outils nécessaires pour :

- d'une part, prendre conscience de la limite que les ressources de la planète imposent à notre développement,
- et d'autre part mesurer le bien-être matériel sur une base qui considère la réponse aux *besoins* de la majorité comme prioritaire par rapport à la satisfaction des *désirs* de quelques-uns.

Sur le premier point, les indicateurs environnementaux attirent aujourd'hui l'attention d'un nombre grandissant d'acteurs. L'empreinte écologique semble progressivement s'imposer, et il ne reste plus qu'à ce que l'enjeu écologique soit enfin reconnu à sa juste valeur. Car si « *la maison brûle* », comme l'affirmait le Président de la République à Johannesburg en se référant aux travaux menés sur l'empreinte écologique des nations, alors il ne s'agit plus de chercher les bons thermomètres : il devient urgent de s'attaquer à l'incendie !

Quant aux indicateurs de bien-être, il est indéniable qu'ils devront à l'avenir faire l'objet d'un véritable débat démocratique afin de déterminer les choix de société vers lesquels nous voulons tendre. C'est sans doute au prix d'un tel débat préliminaire que nous pourrions sortir par le haut de la dictature du PIB.



Encart 2 : **Changer nos thermomètres... mais surtout, changer nos modes de vie : quelques pistes d'action quotidienne**

Il est plus que jamais urgent de revenir à un mode de vie qui soit en équilibre avec les richesses que nous offre la nature. Tout ceci n'est possible que si chacun d'entre nous se sent concerné et utilise au mieux les trois pouvoirs qui sont les nôtres, celui de nos votes, de notre consommation et de nos investissements. Les gestes écologiques sont souvent une affaire de bon sens, la plupart du temps bénéfiques pour notre santé... et pour notre porte-monnaie !

Le WWF a publié aux Editions du Seuil « Planète Attitude – Les gestes écologiques au quotidien », qui propose des idées pour réduire notre empreinte écologique à la maison, au bureau, dans les transports, au jardin, ou même en vacances. Chacun à notre échelle, nous pouvons inventer notre propre « Planète-Attitude », véritable art de vivre qui amène à préserver la nature tout en vivant aussi bien, voire mieux.

Aurélien Boutaud et Thierry Thouvenot (WWF France)



Notes :

ⁱ Viveret P. (2002) *Reconsidérer la richesse*, Rapport de la mission « nouveaux facteurs de richesse » au secrétaire d'Etat à l'économie solidaire, <http://www.social.gouv.fr/economie-solidaire/actualite/vivaret.htm>

ⁱⁱ <http://www.rprogress.org/projects/gpi/>

ⁱⁱⁱ Interview de Jean-Paul Fitoussi par Marjory Chouraqui dans La Provence : <http://www.laprovence-presse.fr/editorial/articleEssentiel.php?ID=7889>

^{iv} UNDP (2003) *Human development report 2003, Millenium development goals : a compact among nations to end human poverty*, <http://www.undp.org/hdr2003/>

^v Les chiffres cités ci-après sont tirés pour la plupart des Rapports annuels sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), 1998 et 2003, téléchargeables sur le site du PNUD : http://hdr.undp.org/reports/view_reports.cfm?type=1

-
- ^{vi} Les chiffres divergent, allant de 70 à 120 milliards de dollars selon les sources. Jean-Benoit Legault affirme que, « *Selon les statistiques officielles, l'obésité causerait 300 000 morts chaque année aux États-Unis et engendrerait des coûts atteignant 100 milliards de dollars.* » Jean-Benoit Legault - Réseau Proteus, D'après New York Times, AP et BBC News; 20 et 25 juin 2003 : <http://www.reseauproteus.net/signaler/2003062500.htm>
Par ailleurs, le National Center for Chronic Disease Prevention and Health Promotion fournit des chiffres intéressants sur l'évolution spectaculaire des cas d'obésité et les coûts qui y sont liés :
<http://www.cdc.gov/nccdphp/dnpa/obesity/trend/maps/>
- ^{vii} Ajoutons simplement que, aujourd'hui encore, les organismes internationaux estiment que près de 24.000 personnes meurent chaque jour de faim à travers le monde, soit une personne toutes les 4 secondes...
- ^{viii} D'après Butler C. D. (2002) *Inequality and sustainability*, thesis submitted for the degree of Doctor of Philosophy of the Australian National University
- ^{ix} WWF (2002) *Rapport « planète vivante »*, WWF, UNEP, WCMC, 36 p.
<http://www.wwf.fr/pdf/planetvivo2.pdf>
- ^x Chiffres tirés du rapport Planète vivante : WWF (2002) *Rapport Planète vivante*, UNEP, WCMC, Redefining Progress, WWF : <http://www.wwf.fr/pdf/planetvivo2.pdf>
- ^{xi} Gadrey J. (2002) *A bas la dictature du PIB*, Le Monde, 23/01/2002
- ^{xii} Tomkins R. (2003) *A quoi sert la croissance si elle ne rend pas plus heureux ?*, Courrier International n. 665
- ^{xiii} Tiré de Boutaud A. (2002) *Développement durable, quelques vérités embarrassantes*, Economie et Humanisme n. 363
- ^{xiv} Pour plus d'information, voir le site de l'Administration d'Etat du Minnesota :
<http://www.eqb.state.mn.us/SDI/progressind.html>
- ^{xv} http://www.foe.co.uk/campaigns/sustainable_development/progress/